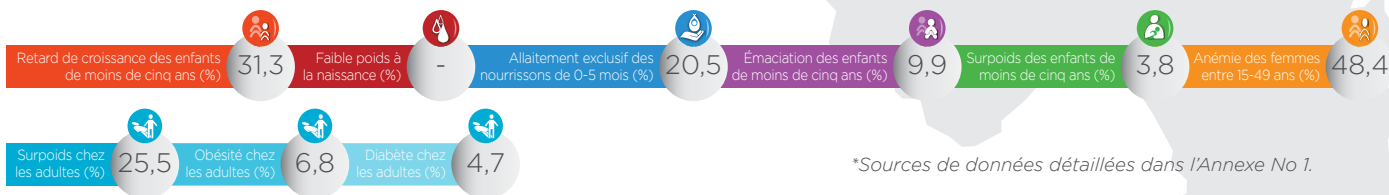




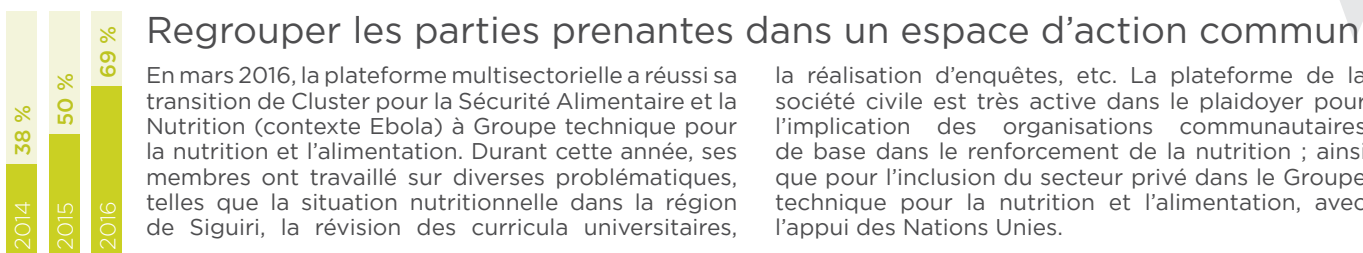
Date d'adhésion : mai 2013  
Population : 10,52 millions

# Guinée



\*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

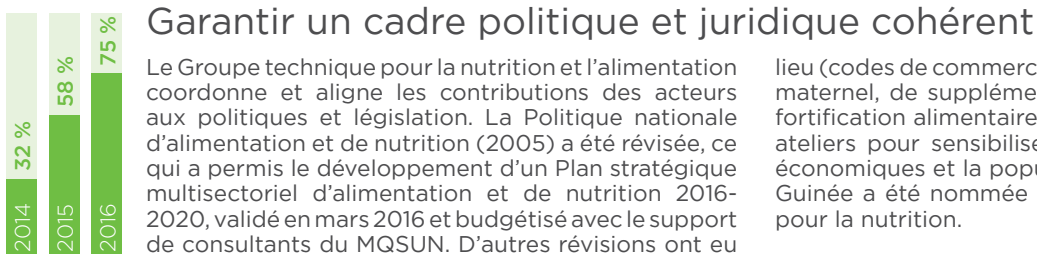
## Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



### Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En mars 2016, la plateforme multisectorielle a réussi sa transition de Cluster pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (contexte Ebola) à Groupe technique pour la nutrition et l'alimentation. Durant cette année, ses membres ont travaillé sur diverses problématiques, telles que la situation nutritionnelle dans la région de Siguiri, la révision des curricula universitaires,

la réalisation d'enquêtes, etc. La plateforme de la société civile est très active dans le plaidoyer pour l'implication des organisations communautaires de base dans le renforcement de la nutrition ; ainsi que pour l'inclusion du secteur privé dans le Groupe technique pour la nutrition et l'alimentation, avec l'appui des Nations Unies.



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le Groupe technique pour la nutrition et l'alimentation coordonne et aligne les contributions des acteurs aux politiques et législation. La Politique nationale d'alimentation et de nutrition (2005) a été révisée, ce qui a permis le développement d'un Plan stratégique multisectoriel d'alimentation et de nutrition 2016-2020, validé en mars 2016 et budgétisé avec le support de consultants du MQSUN. D'autres révisions ont eu

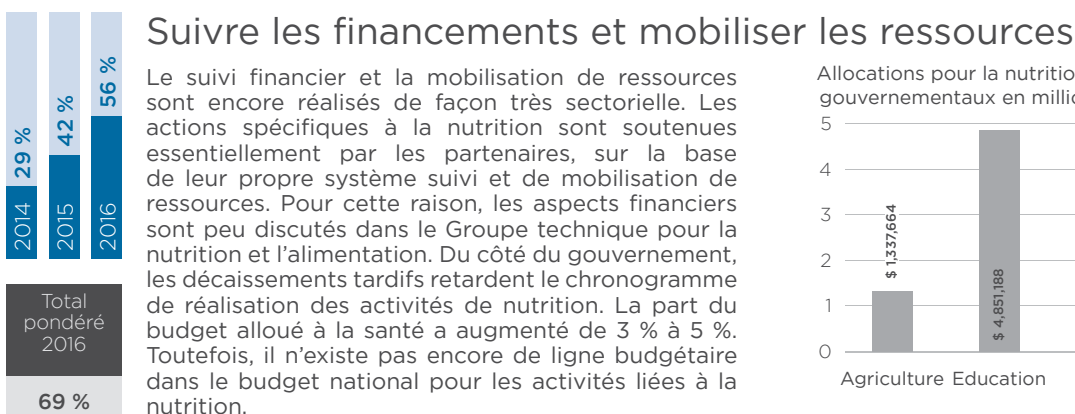
lieu (codes de commercialisation des substituts de lait maternel, de supplémentation en Vitamine A ou de fortification alimentaire) et ont été suivies par divers ateliers pour sensibiliser les médias, les opérateurs économiques et la population. La Première Dame de Guinée a été nommée ambassadeur de haut-niveau pour la nutrition.



### Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

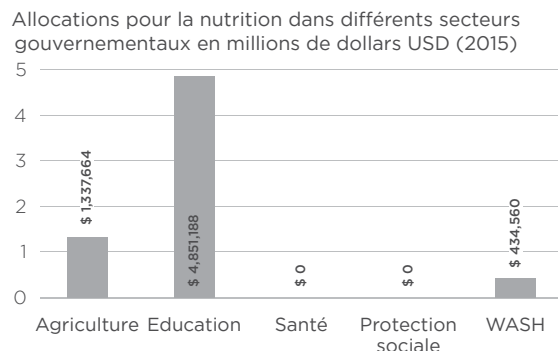
Le cadre commun de résultats fait partie intégrante du Plan stratégique multisectoriel récemment développé. Il est aligné avec les politiques sectorielles affectant la nutrition et les différents plans de travail annuels. Sa mise en œuvre sera faite de façon progressive. Une cartographique des acteurs et des

interventions liées à la nutrition a été réalisée, en plus de diverses enquêtes de base et SMART, dans le but d'appuyer le suivi des activités. La société civile a initié la mise en place de l'Observatoire national de la société civile pour la nutrition.



### Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le suivi financier et la mobilisation de ressources sont encore réalisés de façon très sectorielle. Les actions spécifiques à la nutrition sont soutenues essentiellement par les partenaires, sur la base de leur propre système suivi et de mobilisation de ressources. Pour cette raison, les aspects financiers sont peu discutés dans le Groupe technique pour la nutrition et l'alimentation. Du côté du gouvernement, les décaissements tardifs retardent le chronogramme de réalisation des activités de nutrition. La part du budget alloué à la santé a augmenté de 3 % à 5 %. Toutefois, il n'existe pas encore de ligne budgétaire dans le budget national pour les activités liées à la nutrition.



## PRIORITÉS 2016 - 17

- Examiner les documents de politique et de législation pertinente (adoption des documents de la politique nationale d'alimentation et de nutrition, du plan d'action multisectoriel, du code de commercialisation du substitut du lait maternel).
- Engager les ambassadeurs de la nutrition pour positionner la nutrition comme une priorité à tous les

- niveaux (soutien d'UNICEF à la première Dame de la république pour le plaidoyer en faveur de la nutrition).
- Mettre en œuvre un programme accéléré de sécurité alimentaire et de développement agricole durable.
- Mettre à l'échelle les interventions à haut impact, tel que le projet « 1000 jours » et le projet conjoint inter-agence.